

I'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• EDF Après les attaques du pouvoir LES DIRECTIONS SYNDICALES SUSPENDENT LA GREVE

Au moment où Boiteux, directeur d'EDF, déclare à qui veut l'entendre «qu'il n'est pas question d'entamer des négociations sur les salaires», que ce serait remettre en cause la politique contractuelle et désavouer les syndicats qui ont signé l'accord salarial (FO, CFTC, CGC), les dirigeants CGT et CFDT des syndicats d'EDF ont décidé de suspendre la grève pour aller discuter.

Pour ces messieurs, il s'agit de «ne négliger aucune possibilité de négociation». Mais de négocier quoi ? Avec quel rapport de force ? Au profit de qui ? Voilà les questions qu'on doit légitimement se poser. Les travailleurs d'EDF se battent pour une augmentation des salaires, ils se battent contre la baisse de revenu qui a été imposée aux travailleurs avec le plan Barre. L'enjeu, c'est Boiteux lui-même qui l'a indiqué en déclarant : «Si nous décidions, à la suite

de cette grève, de revenir sur les questions salariales, d'autres entreprises voudraient automatiquement qu'il en soit de même pour elles.

La suspension de la grève par les dirigeants CGT et CFDT constitue clairement une capitulation face à la campagne antigreve orchestrée par le gouvernement.

Alors que le gouvernement sait bien la difficulté qu'il y aurait à recourir à la requisition des grévistes, les dirigeants CGT et CFDT vont au-devant de ses desirs en démobilisant les travailleurs par la suspension de la grève. Pour aller négocier ? Même pas. Seulement pour discuter. Mais de quoi puisque ce n'est pas des salaires ? S'agirait-il une fois de plus, pour les dirigeants révisionnistes et réformistes, de vendre les intérêts ouvriers en quémandant de nouveaux avantages pour eux et de nouvelles facilités pour s'im-

planter à EDF et être associés à sa gestion.

Une occasion pour eux de faire avancer leur projet politique de participation «démocratique» de la gestion du capital.

Les dirigeants révisionnis-

tes et réformistes font des suggestions à Boiteux pour «sortir du conflit», les travailleurs, eux, veulent obtenir satisfaction sur les revendications. Entre les deux, il y a le fossé qui sépare la bourgeoisie du prolétariat



A l'appel du syndicat Paysans-Travailleurs MANIFESTATION DE PAYSANS DEVANT LA FERME DE DEBATISSE

Lundi matin, de bonne heure, plus d'une centaine de paysans, venus en voiture de nombreuses régions de France, pénétraient sur l'exploitation de Debatisse, près de Thiers (Puy-de-Dôme).

Cette manifestation, à l'appel de Paysans-Travailleurs, avait pour but de protester contre la taxe de coresponsabilité dont devront s'acquitter les petits et moyens producteurs de lait dans les mois à venir. Cette taxe de 1,55 centimes par litre grèvera le revenu annuel de ces producteurs de plusieurs centaines de francs. La colère des petits producteurs est d'autant plus grande que cette

taxe s'accompagne de nombreuses autres mesures financières qui font stagner le prix du lait, alors que les prix des biens nécessaires à l'agriculture ont augmenté deux fois plus vite cette année.

Cette taxe a été refusée par de nombreux producteurs qui tentent actuellement d'empêcher son prélèvement par les firmes privées et coopératives. Le 16 septembre dernier, plusieurs milliers de paysans avaient manifesté contre cette taxe, notamment dans l'Ouest. De même, certaines fédérations départementales de la FNSEA de Debatisse s'étaient publiquement op-

posées à la mise en place de cette taxe.

Debatisse, président de la FNSEA, au contraire, s'est montré tout à fait favorable à ce prélèvement. Il a appuyé cette politique de l'État qui vise à financer la restructuration de l'industrie laitière, au nom, bien sûr, du financement de l'écoulement des «excédents» laitiers.

Debatisse prétend dans un communiqué que la position de la FNSEA «a été approuvée par toutes les instances statutaires». Or il est bien connu que les «instances statutaires» de la FNSEA n'ont rien de représentatif des travailleurs

de la terre, prennent des décisions comme bon leur semble.

Les dirigeants de la FNSEA représentant la bourgeoisie agraire collaborent avec les représentants des monopoles au niveau de l'administration d'État ; et Debatisse, bien sûr, est au premier rang.

La manifestation de lundi matin avait un caractère symbolique pour les petits et moyens producteurs, en désignant celui qui prétend les représenter alors qu'il partage la responsabilité de la mise en place de cette taxe.

HASSAN ASSASSIN !

Saida Menebhi, militante marxiste-léniniste marocaine est morte, dimanche 11 décembre à l'hôpital de Casablanca, des suites d'une grève de la faim. Saida Menebhi avait 26 ans, c'était la sœur de l'ancien président de l'UNEM, elle avait été condamnée à 7 ans de prison, lors du sinistre procès de Casablanca le 15 février 1977. Au cours de ce procès, à l'image du régime criminel d'Hassan II, 176 militants marxistes-léninistes avaient été condamnés à de lourdes peines de prison dont 44 à la prison à vie. Incarcérés dans les prisons de Casablanca et de Kénitra, ils ont entamé depuis près d'un mois une grève de la faim. De nombreux militants sont dans un état grave. Saida Menebhi était, avec deux autres militantes, et Abraham Serfati, détenus dans l'isolement le plus complet à la prison de Casablanca.



Le régime criminel d'Hassan II continue de tuer les meilleurs fils et filles du peuple marocain.

Mehdi Ben Barka, Abdelatif Zeroual, aujourd'hui Saida Menebhi. Mais la terreur ne fera pas plier ceux qui, en février 77 au moment du verdict, se levèrent face à leurs bourreaux et entonnèrent un chant révolutionnaire, et qui emprisonnés poursuivent la lutte de façon inflexible. Elle n'arrivera pas à étouffer la lutte du peuple marocain contre l'impérialisme et la réaction. Cette mort accusée devant les peuples le régime criminel d'Hassan II. Libération de nos camarades marocains !
Hommage à SAIDA MENEHBI !

•Marseille Quadrillage policier permanent

Au nom de la lutte contre les hold-up et les agressions, la police a mis en place, depuis lundi 12 décembre, un quadrillage permanent de la ville de Marseille. Avec des flics en civil, en uniforme, des groupes fixes, des groupes mobiles et un PC de coordination.

Un pas de plus de franchi dans la répression des travailleurs, en particulier pour les jeunes et les immigrés, qui sont des suspects permanents. C'est l'opération «coup de poing» 24 h sur 24. Combien de crimes «en état de légitime défense» sont-ils en train de se préparer ?

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages, une fois par semaine, dans les éditions datées du vendredi. Dans ce numéro spécial, quatre pages sont consacrées à la bataille politique de 1978, menée par les marxistes-léninistes de France. Cette semaine, nous parlerons de la campagne que nous allons mener, à Genevilliers et à Paris 19e.

Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : l'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cedex 18.

● Procès Pailleron

Va-t-on assister à une manoeuvre pour couvrir les responsables ?

Va-t-on assister à une manoeuvre pour couvrir les responsables ?

La déposition, vendredi dernier, d'un architecte expert au procès Pailleron justifie une telle interrogation. Mr Pol-Jean, c'est le nom de l'expert, a déclaré, vendredi, que finalement il lui était impossible de dire si la propagation ultra rapide du feu lors de l'incendie du CES provenait uniquement des vides entre planchers et plafonds et entre murs et cloisons, ou si elle provenait des voies classiques par lesquelles le feu se propage lors de n'importe quel incendie : portes, couloirs, cages d'escaliers. Il a critiqué le premier rapport des experts ayant servi de base à l'inculpation de neuf personnalités impliquées dans le choix et l'exécution de la construction du CES. Ce premier rapport selon l'expert n'ayant retenu comme cause de la propagation rapide du feu que les vides et les défauts de construction.

Sautant sur l'occasion le substitut Lazari a estimé après ces explications techniques que la responsabilité des neuf inculpés pourrait se trouver diminuée.

Les familles des victimes et leurs avocats se sont indignés de cette prise de position du substitut, qui n'attend même pas d'avoir entendu tous les experts et tous les témoins pour prendre position.

En réalité, la déposition de l'expert Pol-Jean revient à ignorer les graves défauts de construction du CES Pailleron qui ont permis une extension du feu et sa propagation très rapide. D'autre part, l'un des principaux défauts, l'utilisation de polystyrène qui a été à l'origine de la mort de 20 personnes n'est pas même considéré comme un élément déterminant par le substitut, à ce qu'il semble.

Ne va-t-on pas assister au développement d'une manoeuvre destinée à couvrir les responsables de la mort des 20 victimes ?

● Saint Sulpice Laurière (Haute-Vienne)

La municipalité fait un cadeau à la «société lyonnaise des eaux»

Dans une petite commune de la Haute-Vienne, (à Saint-Sulpice-Laurière) le PCF contrôle la mairie. Jusqu'à la fin 1976, il existait une régie municipale des eaux.

Voici le début d'une lettre que les habitants de cette commune ont reçue. (Cette lettre est envoyée par la «Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage» - Société anonyme au capital de 253 000 000 francs lourds).

Madame, Monsieur,

«Nous avons l'honneur de vous informer que par délibération du Conseil municipal en date du 27 décembre 1976, la commune de Saint-Sulpice Laurière a décidé de confier en affermage à notre société, la gestion du service de l'eau à compter du 1er janvier 1977.

«Le cahier des charges qui nous lie désormais a été approuvé par M. le préfet de la Haute-Vienne en date du 19 janvier 1977, etc.

Eh oui, camarades, c'est clair : le PCF a refilé aux mains d'un trust, tous les équipements que les contribuables de la commune avaient payés.

Mieux que cela, il est dit dans le cahier des charges déposé en mairie, que les gros travaux de réparation seront financés par la commune.

Suite à cette affaire, un camarade marxiste-léniniste a demandé devant les travailleurs, des explications aux dirigeants révisionnistes du PCF venus faire une prise de parole devant les usines Saviem à Limoges.

Notre camarade a précisé que si les socialistes faisaient des cadeaux aux trusts, le P.C.F. n'avait rien à leur envier et il a cité l'exemple de l'eau à Saint-Sulpice-Laurière. Le membre du PCF a répondu : «Nous voulons la nationalisation de l'eau sur le plan national et la municipalité n'a pas d'autre choix, sinon vous auriez payé l'eau plus cher».

Le résultat ? Eh bien il est le suivant : même en faisant passer l'eau entre les mains d'une société privée, le prix du mètre cube d'eau a augmenté de 52 % pour commencer. Bravo Messieurs les révisionnistes, vous êtes dans le coup !

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

● Somalie

LE PILLAGE SOVIETIQUE DENONCÉ

«Non seulement nous, mais encore le poisson dans notre Océan a protesté contre les russes et leur mauvais traitements !

Tel était le slogan inscrit sur l'une des centaines de pancartes brandies lors de la manifestation du 14 novembre à Hargeisa, deuxième grande ville somalienne.

L'apparition de cette pancarte n'est pas un hasard ; elle traduit bien la colère accumulée depuis longtemps par le peuple somalien envers les russes et leur impitoyable exploitation des ressources de la mer de ce pays.

Profitant de la pauvreté de la Somalie, dont la longueur des côtes est la plus longue en Afrique, l'URSS avait mis la haute main sur l'industrie de la pêche somalienne.

En 1974, l'URSS et la Somalie créait une compagnie de pêche mixte. La Somalie disposait de 51 % des actions, l'URSS de 49 %.

Cette dernière a fourni à la compagnie dix bateaux de pêche délabrés de 150 tonnes. Chaque partie en possédait cinq, mais la Somalie a dû payer l'équivalent de cinq millions de roubles en poisson pour l'acquisition des bateaux. En «prime» avec ces bateaux, 500 «experts russes et leurs familles» débarquaient à Mogadiscio. La compagnie prenait



Le 14 novembre, le peuple somalien tout entier crie sa haine du social-impérialisme russe.

chaque année six mille tonnes de poissons et cinq mille tonnes de langoustes d'une valeur totale de trente millions de shillings somaliens.

Mais elle devait payer chaque année vingt sept millions de shillings, soit quatre vingt dix pour cent de ses recettes totales, au titre des salaires, allocations, alimentation et logements des experts russes ainsi que pour le pétrole et les équipements soviétiques.

L'URSS a également «aidé» la Somalie à construire à Las Korch, une usine de

traitements du poisson. L'usine a été délibérément construite dans une région côtière du Nord, peu accessible au transport routier.

Mais voilà, l'emplacement convenait, par contre, fort bien aux bateaux soviétiques qui font la navette entre l'océan Indien et la mer Noire en passant par la mer rouge et la mer méditerranéenne.

La moitié de la production annuelle de cette usine qui s'élevait à quatre millions de boîtes, allait aux

Russes au titre de remboursements.

Le directeur de la compagnie de pêche somalienne a déclaré avec colère à un journaliste de l'Agence Chine nouvelle :

«Nous n'avons rien obtenu : En fait, nous avons travaillé pour eux, dans nos eaux, nos deux pour cent d'actions supplémentaires n'étaient qu'une apparence trompeuse, instruits par notre propre expérience, nous avons compris maintenant pourquoi vous l'appellez social-impérialisme. Ce qu'il vous donne n'est nullement aide ou assistance mais exploitation. Il est de même nature que les anciens colonialistes : seule la face a été changée.»

Les nouveaux tsars et la théorie des Trois mondes

Contrairement à ce qu'il a pu sembler à bien des travailleurs, tout n'était pas en lumière à la dernière fête de l'Humanité : au pavillon de l'URSS, on distribuait gratuitement les œuvres de Brejnev et autres fariboles dont la vente, il est vrai, doit être plus que malaisée. Parmi ce flot de littérature contre-révolutionnaire, un opuscule d'une certaine Boris Soborov, «A contre-courant», portant sur la politique internationale de la Chine.

D'entrée de jeu, Soborov nous fait savoir que la politique internationale du Parti communiste chinois, Brejnev et consorts sont contre depuis... 1946 ! C'est avouer ouvertement ainsi qu'ils sont contre le triomphe de la Révolution prolétarienne en Chine. Et qu'ils ne trouvent pas qu'elle s'améliore : depuis l'époque de la grande polémique au sein du Mouvement communiste international, elle aurait, selon eux, «glissé à droite». Preuve avancée de ce «glissement» depuis 1970 : le Parti communiste chinois combat la fiction d'un camp

«socialiste» sous la botte russe, dénonce l'URSS comme social-impérialiste, met en lumière ses prétentions à l'hégémonie mondiale et ses préparatifs en vue de la guerre qui, seule, pourra opérer un repartage du monde en sa faveur.

C'est une chose qui ne leur plaît pas du tout, aux nouveaux tsars ; quant à la théorie des trois mondes, de leur point de vue, c'est encore pire ! Et une des choses qui les tracasse le plus, c'est que les coups se concentrent sur eux et que même leurs compères révisionnistes ne se bousculent guère pour les défendre. C'est à peine s'ils peuvent s'appuyer sur les déclarations de partis latino-américains déconsidérés depuis plus de dix ans ou sur celles d'Ali Yata, le protégé d'Hasan II.

Après ce préambule «théorique», Soborov a mijoté un chapitre sur le mouvement marxiste-léniniste, qui met assez habilement l'accent sur les difficultés des jeunes partis marxistes-léninistes à abattre le révisionnisme, sur les défections d'éléments cen-

tristes depuis que les marxistes-léninistes dénoncent la nature impérialiste de l'URSS, mais est réduit à la calomnie et au mensonge pur et simple en ce qui concerne les partis communistes du Sud-Est.

Quant au reste de la brochure, on y parle abondamment du «camp socialiste», de la «détente» et même des appétits hégémoniques de la République populaire de Chine, mais ces tentatives de dédouaner l'URSS tournent rapidement à la mascarade.

Paris 7ème

MEETING

Organisé par
le Comité Zimbabwe

Samedi 17 décembre
1977 à 15 h

à La Lettre
68, rue de Babylone

● Palestine

Yasser Arafat, président de l'OLP, a lancé dimanche un appel à la lutte jusqu'à la victoire affirmant que le peuple palestinien ne connaîtrait «ni capitulation, ni division». «Je dis ceci à l'intention de M. Begin qui ne veut pas de la Palestine» a précisé le dirigeant palestinien. Yasser Arafat a également réaffirmé que l'Armée de libération de la Palestine était «la base légale de la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits nationaux et défendre les acquis de la Révolution palestinienne partout et dans tous les domaines».

● Egypte

Les autorités égyptiennes viennent de fermer les centres culturels soviétiques et ceux d'autres pays de l'Est. Le ministre égyptien de l'Intérieur a accusé ces pays «d'utiliser leurs centres culturels en Egypte pour soulever les masses... en exploitant les difficultés économiques du pays».



SOUSCRIPTION

Mobilisation générale
pour les 60 millions !

Pour soutenir la souscription

Diffusez

LE CALENDRIER 1978

Prix
minimum 10 FNe tardez plus,
dans trois semaines,
il sera un peu tard pour le
proposer

LA BROCHURE CARICATURES



Prix minimum 5 F

en un seul
exemplaire
prenez-en au
moins une douzaine !

LE POEME DE CAHOUSSAQ MASSI

UN POEME DE CAHOUSSAQ MASSI

Prix
minimum 5 F

MAO TSE-TOUNG

VIT

Passer vos commandes à APN - Editions
BP 379 - 75866 Paris Cedex 18

Des munichoïses au PS

Le parti socialiste et les révisionnistes soviétiques «sont convenus de la nécessité de favoriser les initiatives visant à renforcer la coopération entre les deux parties de l'Europe et de développer dans l'esprit de l'acte final d'Helsinki la coopération entre tous les pays d'Europe».

Telle est notamment la conclusion du colloque réunissant des représentants des deux partis qui s'est tenu à Paris du 8 au 11 décembre dernier, selon un communiqué publié lundi par le Secrétariat international du Parti socialiste. «Les participants ont procédé à un échange de vues approfondi sur la détente, les relations économiques entre la CEE et le COMECON, la coopération économique et politique franco-soviétique ainsi que la situation économique et politique en Europe».

«Le colloque s'est déroulé dans une atmosphère de franchise et d'amitié et les deux parties sont convenues d'approfondir au cours des prochaines semaines le dialogue sur certains aspects de la coopération européenne et, de façon plus générale, de poursuivre et développer les échanges entre les deux partis».

Ce colloque a eu lieu dans le cadre des rapports existants entre les deux partis depuis les entretiens que Mitterrand a eus avec Brejnev en 1975 à Moscou.

L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL No 20
EST PARU

Laid Sebâï assassiné : la criminelle responsabilité du gouvernement - Justice : la machine grince - Il faut continuer à défendre Klaus Croissant - KGB : un travail très spécial - Egypte : de dures réalités - PTT : une répression organisée - Luttes dans le nettoyage - Témoignage d'un paysan - CES Pailleron : les parents accusent - Rennes : un week-end de solidarité avec les travailleurs immigrés.

polémique autour de l'enseignement privé

TOUS LES MOYENS SONT BONS
POUR ARRACHER DES VOIX

Mitterrand a présenté, la semaine dernière, ce qu'il appelle «le plan socialiste pour l'Education nationale». Depuis, ce plan a fait couler beaucoup d'encre et entraîné bien des remous dans les états-majors politiques de la bourgeoisie.

Ce plan ne comporte certes pas de changements fondamentaux dans l'éducation. Comme l'a expliqué

rence de presse cette semaine pour y répondre. Quant au délégué national à l'Education et à la Recher-

que rien, à la limite, ne devrait empêcher «le pape d'être marxiste». Mais qu'à cela ne tienne. Les dirigeants qui ne sont pas gênés pour jeter par-dessus bord tous les principes prolétariens ont trouvé une réplique digne d'eux. Le PS veut les débordier sur le

autogestion de notre système éducatif».

TOUS UNIS
DANS LE MEME SAC

Dans sa hargne, Haby s'était appuyé sur le PCF pour déclarer à propos du plan du PS : «le parti communiste a lui-même relevé qu'il laissait beaucoup d'aspects techniques dans l'ombre sans parler des moyens».

Mitterrand en a profité pour poursuivre la tactique qu'il affectionne désormais et qui consiste à dénoncer «l'alliance du PCF avec Giscard». Il s'est donc «étonné que le parti communiste joigne sa voix à celle de la droite pour critiquer un projet qui veut établir l'égalité et justice pour les enfants des classes modestes, et particulièrement, des travailleurs manuels».

Toutes ces polémiques à gauche comme à droite, on le voit bien, ne sont que disputes entre bourgeois que disputent entre bourgeois pour arracher des voix. Si les dirigeants du PCF font tant de concessions aux chrétiens, c'est qu'ils veulent mordre sur l'électorat modéré. Si Mitterrand se donne une apparence plus dure, c'est qu'il se croit suffisamment assuré de celui-ci et s'efforce de mordre sur l'électorat du PCF.



Des paroles dures pour faire illusion



Des concessions envers les électeurs modérés.

Chacun veut piétiner les plates-bandes de l'autre.

Mitterrand, il «propose des objectifs et des procédures de changement. Ces objectifs sont d'abord d'assurer l'égalité des chances et de permettre une formation générale et technique pour tous ainsi que la possibilité d'une formation continue. Ensuite, le but est de faire de l'école un lieu d'apprentissage de la démocratie ; de favoriser la décentralisation et l'accroissement de l'autonomie locale, étape dans le socialisme autogestionnaire...». Un tel baratin est repris, pour l'essentiel, par tous les partis bourgeois. Mais le point qui a suscité tant d'émotion à gauche comme à droite, c'est la réaffirmation de la nationalisation de l'enseignement privé et de son intégration au «service public».

LA MAJORITÉ
CONTRE-ATTAQUE

Les partis de la majorité n'ont pas manqué cette occasion pour mettre en garde les chrétiens et chercher à enlever au PS l'étiquette de parti de gauche «modéré» qu'il avait jusqu'à présent à leurs yeux. Diligent, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, a d'abord affirmé, sans grandes chances de se tromper, que Mitterrand n'avait pour préoccupation, en rendant public son programme, que «les échéances électorales». Il a ajouté : «La lecture de ce texte ambigu ne peut que renforcer notre inquiétude face aux menaces qui pèsent sur la liberté de l'enseignement...». Haby, le ministre de l'Education nationale, a estimé sans mâcher ses mots que «le manque de solidité» était la «caractéristique essentielle» du programme. Il projette même de faire une confé-

che du RPR, il a profité de l'occasion pour présenter du coup le «pacte scolaire du RPR». Sans plus de démagogie que le PS ou le PCF (il faut être juste !), le RPR propose une «adaptation des structures permettant de s'engager sur la voie de la décentralisation et ouvrant sur l'autonomie et la participation».

LE PCF MANOEUVRE

Les dirigeants du PCF ne sont pas sans doute particulièrement heureux d'être débordés sur leur gauche, en ce qui concerne la question de l'école. Mais que peuvent-ils faire, eux qui ont tant reculé pour essayer de recueillir la voix des chrétiens ?

Ellenstein, leur théoricien opportuniste, d'avant-garde, n'a-t-il pas affirmé

plan des paroles dures ; eh bien, ils continueront à chercher à le débordier en matière d'autogestion. Le responsable à l'enseignement du PCF a donc déclaré : «la timidité et l'ambiguïté des propositions renvoient beaucoup plus à une décentralisation des pouvoirs (peu éloignée des directions de la réforme Giscard) qu'à la nécessaire

Humour de gauche

«Certes, les statistiques ne mentent pas... Mais, comme les mini-jupes, elles cachent l'essentiel». Cette petite phrase, d'un humour assez remarquable, est extraite de «La lettre de l'Unité», publiée par ce parti qui se dit si respectueux des luttes et des revendications des femmes, le PS. Qu'en pensent les militantes du parti de Mitterrand ?

D'ailleurs, tout le texte, qui commente un sondage du magazine «Le Point» (titre : «Le Point au poing») est empreint du même humour que ne désavouerait pas l'illustre général Bigeard.

Université de Dijon

GREVE DE LA FAIM DES
ETUDIANTS MAROCAINS

Lundi 5 décembre, la police effectue une perquisition nocturne au domicile de deux étudiants marocains de Besançon en vue de les arrêter et de les expulser directement chez Hassan II le roi du Maroc.

A la suite de cette tentative d'expulsion, les étudiants marocains de Dijon ont décidé d'engager une grève de la faim illimitée jusqu'à satisfaction des revendications suivantes :

— Abrogation du décret d'expulsion contre les deux

étudiants marocains de Besançon

— Liberté d'expression et d'organisation des étudiants et travailleurs immigrés.

Parallèlement à cette grève sont envisagées des actions à l'échelle du campus et de la ville (assemblées générales, manifestations...)

Ces mesures d'expulsion rentrent dans la campagne lancée contre les travailleurs immigrés. Elles sont liées aux mesures de Stoléro, aux assassinats racistes et à la campagne contre nos frères

immigrés. Elles montrent que l'impérialisme français compte utiliser tous les moyens possibles pour sauvegarder ses intérêts au Maghreb.

Le moral des grévistes de la faim est excellent et ils comptent sur votre soutien et votre solidarité.

Envoyez vos messages de solidarité à

Grévistes de la faim
Foyer Bossuet, Residence
Universitaire Montmuzard
21000 DIJON

CORRESPONDANT HR



• Cachan E.N.S.E.T.

Non à la repression policière

Lors d'une assemblée générale de 200 à 300 élèves-professeurs de l'ENSET (École normale supérieure de l'enseignement technique) mercredi 7 décembre, ceux-ci ont décidé à la quasi unanimité d'occuper les locaux administratifs et le stand de l'école. Par cette action, ils veulent faire reculer le secrétariat d'Etat aux universités qui a décidé la suppression dans un premier temps des sections littéraires de l'école.

Dès le premier jour, tandis que l'occupation s'organisait, l'intimidation commençait et les Renseignements généraux tournaient autour de l'école. Dans la nuit du 7 au 8, un fort contingent de gardes mobiles pénétraient par surprise dans l'école où se trouvait une trentaine d'occupants.

Immédiatement une assemblée générale rassemblée à deux heures du matin, 400 élèves qui avaient été réveillés. L'AG décide la grève pour le lendemain.

Le 8, ce sont plus de 600 personnes qui décident la réoccupation immédiate, la grève reconductible et une manifestation (qui a lieu le mardi 13 de la Sorbonne au Ministère de l'éducation nationale). Ils ont

repoussé une proposition du SNES qui voulait leur faire désertir l'école en manifestant dès le jeudi après midi à Paris. Depuis les professeurs ont également voté la grève.

Plusieurs commissions ont été mises sur pied : animation, popularisation, agents-élèves. La commission sécurité organise les tours de garde pour éviter toute surprise.

En fait l'intervention policière n'a fait que renforcer le mouvement : dimanche à 2h du matin, c'est une centaine d'élèves qui occupaient. Les flics des Renseignements généraux qui s'étaient infiltrés ont été repoussés, le chantage au non paiement des salaires pour éloigner le personnel (agents) des élèves est dénoncé.

La cellule locale du PCMLF a appelé dans un numéro spécial de son bulletin à la solidarité des agents avec les élèves contre la repression policière et contre l'administration.

La solidarité s'organise dans les autres écoles normales supérieures et les classes préparatoires des lycées. Non à la repression. Pas un flic à l'ENSET

• SNCF

POUR SUIVRE LA LUTTE !

A la SNCF, quatre jours de grève ont montré la grande combativité des cheminots. Mais, comme au printemps 1976, où les dirigeants syndicaux avaient cassé le mouvement, la question d'une ample mobilisation se trouve posée. Nos camarades de Dijon nous ont fait parvenir une lettre sur la situation dans leur région et le Sud-Est et montrant la lutte qu'ils essaient d'impulser pour une ligne classe contre classe.

La grève des mécaniciens, agents de train, administratifs des dépôts semble largement suivie (70 à 80 % à Lyon, 80 à 90 % à Marseille, 70 à 75 % au dépôt de Perrigny-Dijon), malgré le refus d'appeler du syndicat jaune catégoriel FGAAC. A Dijon, une assemblée générale de grévistes a eu lieu vendredi matin. A l'entrée, des cheminots marxistes-léninistes distribuèrent un tract de la cellule SNCF du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

D'autre part, le syndicat CFDT avait décidé de proposer à l'assemblée générale, vu l'insuffisance des mots d'ordre fédéraux, de poser un nouveau préavis sur les périodes de fort trafic de la fin de l'année.

Aussi, sur proposition de la CFDT, l'assemblée générale a voté à l'unanimité moins trois abstentions (des militants CGT), une motion mandant les fédérations pour une nouvelle action. Cela est positif et va dans le sens de la propagande que

font les marxistes-léninistes dans le syndicat et dans les masses pour développer la démocratie ouvrière basée sur les assemblées générales souveraines. Cette décision a été communiquée à la fédération CFDT mais aussi directement à d'autres syndicats du réseau sud-est.

Nous savons qu'à Lyon un mot d'ordre de grève était envisagé à l'exploitation à la fin de l'année. A Dijon, à l'exploitation et au SERNAM, une action se prépare aussi contre les suppressions de postes, pour la titularisation des contractuels. Elles font suite aux actions locales ayant eu lieu en août et septembre. Une assemblée générale doit avoir lieu à la gare de Dijon Porte-Neuve, mardi soir, pour discuter de l'action à entreprendre. Tous ces faits montrent la profonde volonté de lutte qui existe chez les cheminots. Cependant, la ligne des fédérations syndicales refusant

d'engager une épreuve de force avec la SNCF est un obstacle considérable particulièrement dans une entreprise aux dimensions nationales où elles sont seules à l'heure actuelle à détenir des moyens de coordination. Aussi est-il nécessaire de développer l'action au niveau national et de l'ensemble des catégories de cheminots. L'Humanité rouge, en popularisant les actions et positions justes que s'évertuent à cacher ou déformer les dirigeants traitres, peut contribuer à cela.

Correspondant SNCF-Dijon

• Foyer Sonacotra de Montreuil

Nouvelles menaces d'expulsion !

Expulsions, mesures Stoléru, attentats : la campagne menée contre nos frères immigrés sous la baguette de l'Etat se poursuit.

Ainsi, fin novembre 77, les résidents étudiants du foyer de Montreuil «La Noue» recevaient du CIES (Centre international des

étudiants et stagiaires : organisme d'intervention publique de l'Etat) dont ils dépendent en tant que stagiaires en France, une lettre leur notifiant une décision de suspension totale de leurs bourses ! Motif invoqué : ils font la grève !

De plus, entre la Sona-

cotra et la CIES, est en train de se conclure une convention qui, à terme, affectera la totalité des chambres du foyer au CIES, une fois que tous les travailleurs en seront chassés !

Réunis en assemblée générale extraordinaire, le 2 décembre 1977, les résidents du foyer Sonacotra de Montreuil «La Noue» ont :

- dénoncé le caractère illégal de cette décision ; elle constitue un abus d'autorité sur la personne des stagiaires qui doivent avoir la libre disposition de leurs bourses.

Toutes les mesures sont prises pour attaquer en justice cette suspension arbitraire.

- affirmé leur totale solidarité avec les camarades stagiaires soumis comme eux au régime oppressif des foyers-prisons, qui ont adhéré dès leur arrivée à la plateforme revendicative et ont toujours lutté avec eux fermement et dans l'unité.

- exigé le rétablissement immédiat et sans condition de toutes les bourses.

C'est avec l'argent des travailleurs (le Fonds d'Action social) que sont construits les foyers Sonacotra. Les travailleurs n'accepteront aucune convention entre la Sonacotra et un quelconque organisme qui les ferait partir du foyer.

Enfin, une demande de rapatriement des camarades ainsi privés de ressources a été déposée auprès du ministère de l'Intérieur : c'est un nouveau pas dans la repression.

Le comité des résidents du foyer de Montreuil lance un appel pressant à tous les travailleurs français et immigrés, à tous les démocrates de France, à se mobiliser pour empêcher cela.

LES CAMARADES NE DOIVENT PAS ETRE EXPULSÉS !

Rassemblement, samedi 17 décembre à 15 h, devant le foyer, 16 place Bertie Albrecht, 93100 Montreuil. (Métro mairie de Montreuil, bus 115, station Villiers)

• Laving-Glass (Nantes)

grève à laving glaces

NETTOYAGE = ESCLAVAGE



La grève continue, le soutien se développe et s'organise. Un rassemblement auquel sont appelés tous les travailleurs de Nantes aura lieu jeudi 15 décembre à 17 h 30 à la gare SNCF (entrée voyageurs).

• Mont (à côté de Pau)

Grève à CDF-Chimie

Depuis le 16 décembre, les travailleurs de CDF-Chimie de l'usine de Mont, située à une trentaine de kilomètres de Pau, occupent leur usine pour refuser la fermeture de celle-ci qui doit avoir lieu le 15 décembre. Leur action a pour but un reclassement de tous les travailleurs sur place, et donc le droit de vivre et travailler au pays. Ils proposent d'ailleurs une action d'ensemble contre le chômage qui touche un travailleur sur 10 dans notre région.

• Chelles (Seine-et-Marne)

La troupe de l'Aquarium au centre culturel Une soirée qu'on n'oubliera pas

Salle comble au centre culturel de Chelles, samedi soir : près de 900 personnes, jeunes surtout mais aussi moins jeunes, Français, immigrés (dont une dizaine de résidents des foyers Sonacotra de Chelles, Noisiel, Torcy) étaient venues de toute la région, certains même de Paris pour une représentation exceptionnelle de la pièce : «Quand la jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras».

Au même moment, en bas, dans l'autre salle du centre culturel, une trentaine de personnes assistaient à la soirée-kermesse du PCF : quel contraste !

La troupe de l'Aquarium présente sa pièce comme un compte-rendu d'enquête : elle s'est déplacée pendant de longs mois dans les usines occupées, en lutte contre les licenciements (IMRO, CIP, LIP...), elle a travaillé avec les ouvriers et les ouvrières pour exprimer par une forme théâtrale, vivante et humoristique ce qui naît et se développe dans les luttes d'aujourd'hui : la volonté de lutter classe contre classe, contre tout licenciement, de vivre

et travailler au pays, la conscience croissante du rôle des états-majors syndicaux, la question du pouvoir d'Etat, la gauche et les élections avec les illusions et les désillusions que cela entraîne ; mais aussi tous les problèmes de cadences, finalité du travail, difficultés de l'occupation, relations des femmes de grévistes avec leurs maris, etc.

Un débat avait été demandé par des ouvriers de l'imprimerie Chaix de Saint-Ouen, occupée depuis deux ans, membres de la FFTL (CGT). Estimant que la CGT était injustement mise en cause dans la pièce, l'un d'eux commença par la défendre et attaqua la troupe pour «antisindicalisme primaire», «schématisation», etc. Le PCF était représenté par Lelaï, adjoint au maire. Devant l'enthousiasme du public face à la pièce et la solidité des témoignages rapportés par la troupe, ces défenseurs de la CGT et du PCF furent contraints d'enrober leurs «plaidoieries» derrière des arguments techniques sur le théâtre, la mise en scène, etc. Une intervention puissante et déterminée d'un résident

d'un foyer Sonacotra stigmatisa alors les directions syndicales et les partis politiques qui, depuis deux ans, n'apportent aucun soutien à la lutte des résidents et parla du Comité de coordination, l'organisation de combat dont s'étaient dotés les résidents contre vents et marées... Il fut vivement applaudi.

Un militant de l'Humanité rouge l'appuya aussitôt en mettant en cause de la façon la plus ferme la ligne politique des syndicats et partis de gauche qui les conduisent, non seulement à ne pas soutenir les luttes qu'ils ne peuvent contrôler, mais encore à les combattre. Très applaudie également, cette intervention termina la partie la plus intéressante du débat.

Les communistes marxistes-léninistes de Chelles distribuaient à la sortie leur feuille locale «Le poing levé» qui retrace les luttes dans les foyers Sonacotra et la cité Logirep.

Voilà une soirée dont on se souviendra à Chelles et qui témoigne de la conscience grandissante de la trahison révisionniste.

Correspondant HR.